

(traduction provisoire)

TICAD 9 : Séance plénière 2 (Économie)

Allocution de S.E.M. KISHIDA Fumio, Représentant du Gouvernement
du Japon

Le thème de cette deuxième séance plénière est « Économie ». Dans le cadre de la TICAD 9, nous avons choisi de mettre l'accent sur l'importance des investissements s'appuyant sur des partenariats public-privé qui contribuent à apporter des réponses aux défis de l'Afrique. Nous souhaitons approfondir avec vous les discussions sur ce thème essentiel, à savoir comment développer l'industrie en combinant les forces des secteurs public et privé, et comment promouvoir la diversification économique. Comme lors de la première séance plénière, je commencerai par présenter les contributions du Japon dans ce domaine.

Afin d'assurer une croissance économique durable en Afrique dans un contexte où les besoins de financement pour répondre aux enjeux économiques et sociaux ne cessent d'augmenter, il est plus important que jamais de tirer parti du dynamisme du secteur privé.

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) encourage la mobilisation de fonds privés en faveur de l'investissement à impact social afin de mettre en œuvre une aide au développement plus efficace. Elle encourage également les entreprises japonaises à se développer en Afrique et stimule la croissance des industries locales grâce à l'Initiative de co-crédation Japon-Afrique dans l'industrie (JACCI), qui vise à développer l'industrie en faisant collaborer des start-ups africaines et des entreprises japonaises.

Le Japon soutient le maintien et le renforcement d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles sous l'égide de l'OMC. Le Japon a révisé son système de tarification douanière afin que les pays les moins avancés puissent continuer à bénéficier de droits de douane préférentiels pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans après leur sortie de cette catégorie.

L'intégration régionale en Afrique et le renforcement de sa connectivité avec le reste du monde constituent également des enjeux de première importance. Nous allons mettre en place un Groupe d'étude conjoint public-privé-universitaire sur le partenariat économique Japon-Afrique. Par ailleurs, dans le cadre de l'Initiative de région économique océan Indien-Afrique, nous allons collaborer avec des pays hors d'Afrique afin de promouvoir la création d'une zone économique libre et équitable s'étendant de l'océan Indien à l'Afrique et de renforcer la connectivité entre les régions.

Dans le cadre de l'aménagement du corridor de Nacala, un projet qui contribuera notamment à renforcer l'approvisionnement en ressources minérales, le Japon va proposer une nouvelle initiative régionale de coopération pour un agenda commun visant à faciliter la logistique et à promouvoir le développement industriel dans les régions environnantes.

La diversification économique et la création d'emplois passent également par la formation de ressources humaines qualifiées dans le secteur industriel. Afin que la jeunesse africaine, qui constitue le principal atout du continent, puisse exploiter pleinement son potentiel, nous formerons 300 000 personnes au cours des trois prochaines

années dans des domaines aussi variés que l'industrie, la santé, l'agriculture et l'intelligence artificielle.

Nous souhaitons que les discussions qui vont suivre soient l'occasion pour les différents pays participants de partager des solutions aux enjeux économiques tournées vers l'avenir en adoptant une nouvelle perspective. Nous espérons que la combinaison des solutions proposées par l'Afrique et la capacité de notre pays à résoudre les problèmes donnera lieu à des échanges constructifs qui contribueront à la prospérité du Japon et de l'Afrique.